

Discours de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur la réforme de l'Etat et la déconcentration, sur la cohésion sociale, la "culture de responsabilité", la formation continue et la réduction de temps de travail, Aires-sur-la-Lys le 30 septembre 1996.

Mesdames et messieurs,

- Si j'ai choisi de m'adresser, à travers vous, à nos compatriotes, c'est parce que vous incarnez, par vos vocations, par vos fonctions la France telle qu'elle est, dans sa diversité, dans son dynamisme, dans son audace, en bref, on peut le dire dans ce qu'elle a de meilleur.
- Si j'ai choisi de me rendre dans le Pas-de-Calais, c'est parce que votre département, qui a dû affronter des épreuves considérables, qui a vu longtemps son tissu industriel se déliter, avec les répercussions sociales mais aussi morales que cela implique, votre département a su faire face et trouver en lui-même les ressources nécessaires à son redressement.
- Quel bel exemple que celui donné par vos entreprises, qui en moins d'une génération, ont renouvelé près de 50 % des emplois du département ! Tout en restant fidèles à vos traditions industrielles, qui sont d'ailleurs votre culture, vous avez su explorer d'autres voies, vous remettre en question et jouer la carte du changement, ce n'est pas toujours facile. Je sais, bien des difficultés demeurent, mais le Pas-de-Calais refuse, me semble-t-il de baisser les bras. Il montre d'une certaine manière le chemin, sous l'impulsion des forces vives que vous représentez.
- Les Français sont inquiets. Les Français sont également sceptiques. Les Français doutent de tout, y compris de notre aptitude à faire face.
- Les objectifs de la politique du gouvernement demeureraient incertains. Les résultats se feraient attendre. Les réformes entreprises manqueraient d'efficacité, de cohérence et de lisibilité. Bref, il n'y aurait rien d'autre à faire que de laisser aller ou de renoncer.
- C'est un tout autre message que je voudrais délivrer aujourd'hui.
- Il y a des doutes que l'on peut comprendre. Il y a des impatiences qui sont parfaitement légitimes.
- Il est vrai qu'un certain nombre de réformes sont trop longues à entrer dans les faits, en sorte que les Français croient inefficaces des mesures qui ne sont pas encore appliquées.
- Il est vrai que notre époque exige autant de faire-savoir que de savoir-faire. Les pouvoirs publics doivent sans cesse expliquer, utiliser les relais, en leur sein comme sur le terrain, éclairer, convaincre, susciter la compréhension et l'adhésion, c'est vrai. Il y a dans l'action gouvernementale une exigence permanente de pédagogie qui ne doit jamais être perdue de vue.
- Mais il est vrai aussi que nous avons trouvé une France, qui, après s'être trop longtemps laissée aller, n'était pas en bon état. Je pense bien sûr à sa situation économique et financière. Mais je pense surtout à son état moral, à cette sorte de fatalisme désabusé qui avait, au fil des ans, imprégné les esprits et les cœurs.
- Il est vrai également que lorsque l'on entreprend des réformes, des réformes de fond, celles qui sont nécessaires, celles qui s'attaquent aux vrais problèmes, il ne faut pas toujours attendre des résultats immédiats, tout simplement parce qu'elles supposent un changement des mentalités et des comportements, et que c'est forcément long.
- Il est vrai enfin que notre pays, probablement plus que d'autres, aspire au changement et le

redoute en même temps. Il se défie a priori de toute remise en cause, persuadé que le prix à payer pour les réformes sera a priori supérieur aux bénéfices que l'on peut en attendre. C'est ainsi que se manifestent tant de réticences, tant de rigidités, tant de blocages de tous ordres. En un mot, tant de conservatisme.

- C'est dire que la tâche est immense et qu'il faut au gouvernement détermination et constance pour tenir le cap. D'ailleurs, le gouvernement ne manque aujourd'hui ni de l'une ni de l'autre.\

Je voudrais ce soir, avec vous, revenir à quelques idées simples.

- Quel est notre objectif, ou quel doit-il être ? Remettre la France en état de marche, moralement et physiquement.

- Comment ? Bien sûr en défendant sans cesse et partout nos valeurs, au premier rang desquelles la fraternité et la tolérance. Mais aussi en mettant tout en oeuvre pour retrouver l'emploi et la croissance. Pour cela il faut obligatoirement assainir nos finances, rétablir la cohésion sociale, libérer les initiatives.

- Assainir nos finances, parce qu'on ne peut vivre à crédit très longtemps sans en payer à terme le prix fort, et c'est ce que nous faisons aujourd'hui. Je dis et je redis qu'un pays, comme une famille, comme une entreprise ne peut dépenser durablement plus qu'il ne gagne, sans courir de grands risques. Le déficit engendre la dette. Et la dette, c'est la hausse des impôts, ce sont des taux d'intérêt élevés, c'est moins de croissance et c'est plus de chômage.

- Nous devons gérer sérieusement nos affaires, éviter les gaspillages, nous interroger sans cesse sur l'usage de l'argent public qui est l'impôt des Français. Le gouvernement s'y est attaché, mais il reste encore beaucoup à faire pour rendre la dépense publique efficace et pour réaliser, chaque fois que c'est possible, des économies. C'est une discipline qui n'est certes pas toujours populaire, mais il n'y a pas d'autre voie possible.

- Le gouvernement doit être ferme autant que vigilant. Trop de scandales ont indigné l'opinion au cours de ces dernières années pour que l'on ne réagisse pas aujourd'hui clairement, ce qui suppose de sanctionner les responsables. On ne peut pas demander des efforts aux Français en laissant impunies des dérives qui, au-delà de leurs conséquences financières, souvent considérables, ont fait beaucoup de mal dans les têtes.\

Rétablir la cohésion sociale. C'est la deuxième mission que j'ai assignée au gouvernement, parce que pour vivre les périodes de changement, une société doit être unie et elle doit être solidaire.

- J'ai fait campagne sur un certain nombre de convictions qui plus que jamais m'inspirent. Il n'y a pas de réussite pour un pays sans cohésion du corps social. Il n'y a pas de plus grand danger pour une nation que d'abandonner au bord de la route ceux qui ne peuvent pas suivre le rythme du changement. La grandeur et l'identité de la France sont indissociables de son modèle social, modèle que vous le savez j'ai à coeur de promouvoir auprès de nos partenaires européens.

- Pourquoi le gouvernement a-t-il lancé la première grande réforme de la sécurité sociale depuis 30 ans ? Pourquoi a-t-il pris des mesures d'urgence pour réduire un déficit insupportable ? Tout simplement pour éviter l'implosion, ce qui était un grand risque de notre protection sociale, une implosion dont nous aurions tous été les victimes, et d'abord les plus faibles d'entre nous. Certes les résultats ne sont pas suffisants. Certes les problèmes ne sont pas tous résolus. Mais les bonnes décisions ont été prises et je vous le dis la persévérance paiera.

- Pourquoi le gouvernement a-t-il engagé un pacte pour la ville ? Pourquoi a-t-il lancé un programme de logements d'urgence pour les plus démunis ? Pourquoi s'attaque-t-il aujourd'hui à l'illettrisme ? Pourquoi va-t-il proposer au Parlement une loi d'orientation contre l'exclusion ? Tout simplement pour s'attaquer aux racines de la précarité et pour faire de la solidarité quelque chose de fort dans les esprits, faire en sorte qu'elle ne soit pas simplement un slogan, comme c'est trop souvent le cas, mais qu'elle trouve sur le terrain petit à petit une application concrète.

- Vous savez, trop d'indifférence, trop d'aveuglement, trop de lâcheté ont depuis longtemps fait du mal à la France. Et il faudra du courage, du temps et de la ténacité pour la cicatiser.\

Mais il serait vain de vouloir rétablir nos finances et consolider la cohésion de notre pays sans créer les conditions d'un redémarrage de notre économie. Et pour cela, je le répète, il faut libérer l'initiative, c'est-à-dire libérer le désir d'entreprendre qui anime beaucoup de nos compatriotes,

mais qui est trop souvent empêché, en quelque sorte tari à la source.

- Il faut bien comprendre le monde dans lequel nous vivons.

- Un monde, c'est vrai, chargé de menaces : des concurrents toujours plus redoutables et plus nombreux. Des frontières qui inéluctablement s'effacent. Des nouvelles technologies qui ébranlent toutes les rentes de situation. Des pays à monnaie sous-évaluée, qui faussent le jeu normal du commerce. Des économies qui tirent leur compétitivité de salaires trop bas et d'une absence de protection sociale.

- Mais ce que l'on appelle la mondialisation n'est pas simplement, comme certains le pensent une menace, un risque. C'est aussi une chance considérable à saisir pour un pays comme le nôtre. De nouveaux marchés qui s'ouvrent : la Chine, l'Asie du Sud-Est et du Sud, l'Amérique latine, l'Europe de l'Est. N'oublions pas que le développement des échanges a toujours coïncidé avec des périodes d'expansion, de progrès et de bien-être. C'est pour cela que ceux qui prônent le repli sur soi, voire la fermeture des frontières, tournent évidemment le dos à l'avenir.

- L'air du temps voudrait que la France soit désarmée, incapable de relever le défi de la compétition internationale. C'est oublier les cartes superbes que nous avons en mains. Une monnaie qui inspire confiance. Une inflation maîtrisée. Une avance technologique dans beaucoup de domaines. Des entreprises parmi les plus performantes au monde. Mais, surtout, des hommes et des femmes compétents, créatifs, qui ne demandent qu'à s'impliquer dans leur métier et dans leurs responsabilités.

- Déjà, nous recueillons les fruits de leurs efforts. Nous sommes le quatrième exportateur mondial et notre commerce extérieur est très largement excédentaire, ce qui veut dire que nous ne nous endettons pas à l'étranger pour financer notre développement, ce qui veut dire aussi que notre économie est compétitive.

- Notre croissance, c'est vrai, est trop faible, mais elle s'appuie sur des bases solides. Et c'est à nous de la conforter en libérant les énergies.

- Trop souvent, ceux qui souhaitent entreprendre, innover, réaliser un projet qui leur tient à coeur, sont découragés par le parcours du combattant qui les attend, et ils n'ont pas tort.

- Trop souvent, les PME désireuses d'investir, ne parviennent pas à trouver les capitaux et les crédits nécessaires. Celles qui auraient les moyens de conquérir des nouveaux marchés à l'exportation hésitent à le faire, faute de soutien.

- Et que dire des résistances qu'il faut vaincre pour simplifier la vie de nos entreprises, alléger la paperasserie et les formalités qui les accablent, réduire les charges qu'elles supportent ?

- Le Plan PME apporte, j'en suis convaincu, de vraies réponses, qui correspondent à de vraies attentes. Annoncé il y a plus de dix mois, certaines de ses dispositions c'est vrai, ne sont toujours pas entrées en application. C'est bien trop long, et cela pose clairement le problème du fonctionnement de l'Etat.

- L'Etat doit revenir aujourd'hui à ses missions essentielles. L'une de ses tâches, c'est de favoriser, et non plus de contrôler ou d'encadrer, l'action des forces vives, qui sont le véritable ressort de la croissance. Le meilleur service que l'Etat puisse rendre aux entreprises, c'est en vérité de se réformer lui-même.\

Il y a maintenant quinze ans, la décentralisation a eu pour effet de responsabiliser les collectivités locales, en leur confiant les compétences nouvelles, ce qui fût une bonne réforme. Il faut leur reconnaître désormais, à ces collectivités aussi, un droit à l'expérimentation, afin de leur ouvrir de nouveaux espaces de liberté et de leur permettre de mieux accompagner les initiatives locales.

- Mais, aujourd'hui, la priorité, - le mot n'est pas joli mais il indique bien le phénomène - c'est de désengorger l'Etat, de rapprocher la décision du citoyen, en sorte que tout ce qui concerne la vie quotidienne de nos compatriotes ne soit plus nécessairement décidé à Paris. Après la décentralisation, l'heure de la déconcentration est maintenant venue. C'est la seule réponse possible si l'on veut faciliter la libéralisation des énergies dans notre pays.

- C'est l'un des objectifs de la réforme de l'Etat qui vient d'être amorcée avec le projet de loi modifiant les relations entre les usagers et les administrations. Mais là encore, c'est une oeuvre de longue haleine, nous sommes une vieille nation qui ne change pas du jour au lendemain ses habitudes. Cette réforme qui n'ira pas sans résistance, sans combat d'arrière garde, le demande

habitudes. Cette réforme qui n'a pas sans résistance, sans combat d'arrière garde. Je demande au gouvernement de tenir le cap et d'aller au-delà des premières mesures déjà prises, de réaliser vraiment la déconcentration nécessaire aujourd'hui pour le rétablissement de bases saines pour notre économie.\

Mesdames et messieurs, ce qui est en question aujourd'hui en réalité, c'est aussi le passage d'une culture d'assistance, qui s'est développée dangereusement, à une culture de responsabilité.

- Nous nous sommes longtemps reposés sur l'idée, d'ailleurs confortable, que l'Etat détenait à lui seul les solutions de tous les problèmes.

- En réalité, nous sommes tous, chacun à sa place, les artisans de notre prospérité et de notre avenir.

- L'élève, qui travaille sérieusement, dans son collège, dans son lycée, l'étudiant, à l'université, qui se prépare à son futur métier.

- Le chômeur, qui s'efforce de reprendre pied sur le marché du travail en prospectant des entreprises, en acquérant une nouvelle qualification, en acceptant, le cas échéant, le principe de la mobilité.

- L'assuré social, qui fait attention à ses dépenses parce qu'il sait que tout abus dans ce domaine revient à alourdir la charge qui pèse sur l'ensemble des Français.

- Le salarié, qui va jusqu'au bout de son projet et qui prend le risque de créer son affaire en embauchant un collaborateur pour l'aider.

- Le syndicaliste, qui n'est pas a priori hostile à toute réforme et qui dépasse une logique strictement catégorielle pour chercher, dans la concertation, des solutions bonnes pour l'emploi et pour l'activité.

- Le retraité, qui donne de son temps et de son expérience pour contribuer à l'insertion professionnelle des plus jeunes, en les conseillant dans leurs premiers pas au sein de l'entreprise.

- L'association de quartier, qui effectue patiemment un indispensable travail de formation et de réinsertion au profit des plus fragiles et qui incarne, avec générosité, l'élan vers l'autre.

- Le maire, qui déploie d'inlassables efforts pour faciliter l'implantation de nouvelles activités sur le territoire de sa commune. La liste pourrait s'allonger.

- Tous sont la preuve que rien ne s'obtient sans effort. Nos compatriotes doivent comprendre qu'ils détiennent chacun une part de la solution. Je le répète, la croissance est l'affaire de tous. Du grand projet jusqu'à l'initiative locale, j'attache une égale importance à chaque témoignage de l'esprit de création et de conquête.

- J'observe avec inquiétude une tendance au pessimisme, au renoncement. Je sais combien nous sommes fiers de notre esprit critique. Nous y voyons la marque des esprits forts. Mais prenons garde à ce qu'il ne se transforme en esprit de dénigrement systématique, suscitant scepticisme et réserve face à toute ambition affichée, à toute conviction affirmée. Je vous le dis, douter du succès de son pays, c'est spéculer contre ses propres intérêts.\

La croissance économique, le progrès social, la place de la France dans le monde ne sont rien d'autre que le résultat de notre travail, de nos initiatives, de nos projets, de notre engagement à tous.

- C'est tous ensemble que nous construirons la société de demain, celle que nous destinons à nos enfants.

- Cette société, ce ne sera pas celle de nos parents, celle qu'ils nous ont léguée. Tout nous oblige à la repenser.

- En 1968, il y avait 300000 étudiants. Il y en a 2200000 aujourd'hui. C'est dire que les filières de formation doivent être diversifiées. Que notre enseignement professionnel doit être modernisé et revalorisé. Que les premiers cycles de nos universités devraient être réformés, ils vont l'être d'ailleurs et ceci pour qu'ils soient une première étape sur la voie de la qualification qui mène à l'emploi.

- Le chômage nous oblige aussi à repenser le travail. Nous devons inventer de nouvelles formes d'organisation du travail, plus souples et plus diversifiées. C'est l'enjeu des négociations en cours entre les partenaires sociaux, négociations sur l'aménagement et la réduction du temps de travail.

- Organiser autrement le travail, c'est renforcer la compétitivité des entreprises en leur permettant de mieux s'adapter aux évolutions de la conjoncture. C'est améliorer les conditions de vie des salariés en leur permettant de mieux concilier la vie familiale et la vie professionnelle. C'est créer des emplois, si la nouvelle organisation s'accompagne d'une réduction significative du temps de travail.

- Je le sais, le sujet est controversé. Alors je voudrais vous dire ce que j'en pense.

- Il ne s'agit pas pour l'Etat d'imposer par la loi une réduction uniforme de la durée du travail dans toutes les entreprises. L'expérience de 1982 est là pour nous rappeler qu'une réduction de la durée légale du travail est sans effet réel sur l'emploi.

- La réduction de la durée du travail doit être conçue, cas par cas, en fonction de la situation de chaque branche, de chaque entreprise. On ne peut créer des emplois durables, en réduisant la durée du travail, que si une nouvelle organisation, définie par la négociation, permet de tirer le meilleur parti d'un marché porteur.

- Cette négociation exige un triple effort. Un effort des entreprises, qui doivent repenser leurs fonctionnements en vue d'améliorer leur productivité. Un effort des salariés qui doivent accepter, dans des conditions à moduler en fonction du niveau des rémunérations, d'en tirer les conséquences sur leur salaire. Un effort de l'Etat qui peut encourager, comme il vient d'ailleurs de le faire, par des diminutions de charges sociales, les démarches les plus créatrices d'emplois. Dès lors, et sous ces réserves, nous ne pouvons pas, dans la situation actuelle de notre pays, ne pas nous engager sur une voie qui va dans le sens de l'histoire, et qui peut permettre de sauvegarder ou de créer des emplois.

- Dans la nouvelle organisation du travail, la formation jouera, plus que jamais, un rôle-clé. Il ne sera plus possible de bâtir sa carrière sur un seul métier, sur une seule formation. En raison du développement rapide des nouvelles technologies, certains emplois sont voués à disparaître.

Beaucoup le sont mais beaucoup d'autres seront créés. Tout l'enjeu - et il est évidemment capital - est de permettre à ceux qui occupent des postes sans avenir d'accéder à de nouvelles fonctions.

- Chacun doit se voir reconnaître un droit à la formation tout au long de sa vie active. Ainsi, nous pourrions profiter pleinement des perspectives prometteuses en matière d'emplois que nous ouvrent toutes les nouvelles technologies.

- Nous devons aussi prendre conscience que le travail ne constitue plus, désormais, l'essentiel d'une vie. En un siècle, la durée de la formation a doublé, celle de la retraite aussi. Nous ne consacrons plus désormais au travail que la moitié de notre existence.

- C'est pour cela qu'il n'est plus possible de faire reposer tout le poids du fonctionnement et de l'animation de la société sur une population active qui se réduit, coïncée, en quelque sorte, entre les jeunes qui prolongent leurs études et les retraités qui sont de plus en plus nombreux.

- Une nouvelle répartition des tâches s'impose, fondée comme elle ne l'a jamais été sur la solidarité entre les âges. Elle existe déjà dans le cadre de la famille, elle doit être respectée voire restaurée. Il nous faut l'étendre à l'échelle de la société tout entière pour résoudre, ensemble, les problèmes qui nous concernent tous, la pauvreté, l'illettrisme, la délinquance, la drogue.

- Mesdames et messieurs,

- Il dépend de vous, de nous tous que la France ressemble à ce que nous voulons qu'elle soit.

- Il ne tient qu'à nous de tirer le meilleur parti de nos ressources, de notre énergie, de nos talents.

- Nous avons longtemps tenu le discours du changement, sans d'ailleurs oser le faire.

Aujourd'hui, les réformes s'imposent plus que jamais elles sont engagées et je sais qu'elles porteront leurs fruits.

- Je comprends toutes les impatiences, mais je ne me résoudrai jamais à la résignation, qui est la plus mauvaise des conseillères.

- C'est parce que je crois en nos compatriotes, que je serai toujours du côté de ceux qui ont choisi de prendre l'initiative et d'assumer leur part de risque.

- Je sais qu'ici, dans le Pas-de-Calais, vous comprenez le langage de la vérité et celui de la responsabilité.

- Je sais donc que votre département, votre pays peut compter sur vous dans un combat qui est

celui de la France tout entière.

- Je vous remercie.\